

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUFARM

Grande Allée Zone industrielle secteur C
Notre Dame de la Garenne
27600 Gaillon

Références : UBDEO.ERA.25.07.222.TF
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement NUFARM implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre des actions nationales prioritaires de l'inspection des installations classées pour l'année 2025. Elle visait à contrôler le respect, vis-à-vis de la substance chimique Prochloraz :

- . à titre d'information, de la loi EGALIM sur l'interdiction de formulation, de stockage et de circulation sur le territoire français de produits phytopharmaceutiques (produits finis formulés) contenant des substances actives non approuvées au niveau communautaire ;
- . du règlement européen n° 649/2012 (dit règlement PIC) relatif aux conditions d'importation et d'exportation de substances interdites ou strictement réglementées au sein de l'espace

économique européen (EEE).

Les produits phytopharmaceutiques contenant la substance active Prochloraz ne sont plus autorisés, depuis le 23 décembre 2021, à être mis sur le marché communautaire (règlement d'exécution en date du 3 septembre 2021). Ils peuvent néanmoins être exportés au-delà des frontières européennes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique dans son établissement de Gaillon :

- la synthèse de 2 substances actives phytopharmaceutiques (à des fins de formulation de produits finis phytopharmaceutiques) ;
- la synthèse d'un catalyseur nécessaire à la synthèse d'une substance active phytopharmaceutique dans un pays étranger ;
- la formulation sous forme liquide (formulation complète ou partielle) et le conditionnement d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance pour le compte de la société française NUFARM (92) et de filiales étrangères du groupe NUFARM.
- le conditionnement de produits finis phytopharmaceutiques reçus en vrac réceptionnés depuis des pays étrangers.

La société NUFARM réalise également, en sous-traitance, la formulation et le conditionnement de 2 produits finis dont un produit fini phytopharmaceutique pour le compte d'une société indépendante du groupe NUFARM.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PIC
- BIOCIDES
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société NUFARM doit veiller à ce que les informations présentes en rubrique 15 des fiches de données de sécurité (FDS) des produits phytopharmaceutiques formulés à partir de la substance active Prochloraz indiquent que cette substance est visée par le règlement européen n° 649/2012 (règlement dit PIC).

La société NUFARM doit également veiller à ce que les fournisseurs chinois (basés à Nankin et Dafeng) de la substance active Prochloraz (CAS 67747-09-5) lui fournisse des fiches de données de sécurité au format du règlement européen n° 2020/878 vis-à-vis de la dite substance. Celles présentées en inspection n'intègrent pas intégralement la classification harmonisée européenne vis-à-vis de la substance Prochloraz en vigueur depuis le 1er décembre 2010 :

- . H400 : très toxique (toxicité aiguë) pour les organismes aquatiques
- . H410 : très toxique (toxicité chronique, sur le long terme) pour les organismes aquatiques
- . H302 : nocif en cas d'ingestion.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances actives détenues	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Sans objet
2	Interdiction française de formulation de produits phytopharmaceutiques	Autre du 30/10/2018, article Divers	Sans objet
3	Désignation d'exportateur de substances chimiques	Règlement européen du 04/07/2012, article 3.18)	Sans objet
4	Mention du numéro RIN sur les documents douaniers	Règlement européen du 04/07/2012, article 19.1	Sans objet
5	Déclaration des exportations réalisées de produits finis	Règlement européen du 04/07/2012, article 10.1	Sans objet
6	Accord explicite préalable en amont de l'exportation physique	Règlement européen du 04/07/2012, article 14.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A titre d'information, l'inspection menée le 24 juin 2025 dans l'établissement de Gaillon n'a pas révélé de non conformité concernant l'interdiction de formulation, de stockage et de circulation sur le territoire français de produits phytopharmaceutiques (la contenant) inscrite dans la loi EGALIM pour la substance active Prochloraz.

Concernant le règlement européen n° 649/2012 (règlement PIC) et les exportations de produits finis phytopharmaceutiques contenant la substance active Prochloraz par la société NUFARM, l'inspection a mis en évidence 2 non conformités :

- . absence de référence au numéro RIN ("*reference identification number*") sur les documents douaniers à l'occasion des exportations 2024 vers un pays d'Afrique et vers la Grande Bretagne. Il est demandé à la société NUFARM de se conformer, sans délai, à cette obligation de faire référence au numéro RIN sur les documents douaniers à l'occasion des futures exportations.

- . absence du consentement préalable explicite du pays d'Afrique destinataire en 2024. L'inspection des installations classées demande à la société NUFARM de réviser dans les meilleurs délais le processus d'export vis-à-vis des substances actives phytopharmaceutiques visées en partie 2 ou 3

de l'annexe I du règlement européen n° 649/2012 de façon à ce que les exports physiques ne puissent se faire sans l'accord préalable explicite du pays importateur (article 14.6.a) du règlement européen n° 649/2012).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances actives détenues

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Au 24 juin 2025
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.
Constats : La société NUFARM est en mesure de présenter la liste des substances actives (plusieurs dizaines) présentes dans l'établissement le 24 juin 2025. La substance active Prochloraz (CAS 67747-09-5) n'y figure qu'au titre de 2 contenants achetés en 2021 et non utilisés depuis (la date de péremption au titre de la qualité produit est dépassée) : ces contenants et leur contenu ont vocation à être détruits. La quantité totale de Prochloraz concernée est inférieure à 500 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction française de formulation de produits phytopharmaceutiques

Référence réglementaire : Autre du 30/10/2018, article Divers
Thème(s) : Produits chimiques, Loi Egalim
Prescription contrôlée : Article L.253-8 du code rural et de la pêche maritime : " Sont interdits à compter du 1er janvier 2022 la production, le stockage et la circulation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives non approuvées pour des raisons liées à la protection de la santé humaine ou animale ou de l'environnement conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 précitée, sous réserve du respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce. " Art. D. 253-46-1-6 du code rural et de la pêche maritime : " I.-Lorsqu'un règlement d'exécution adopté en application des articles 20 ou 21 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, retire l'approbation d'une substance active, ou en refuse le renouvellement, pour des raisons liées à la protection de la santé humaine ou animale ou de l'environnement, les produits phytopharmaceutiques qui en

contiennent peuvent être, à titre transitoire, produits, stockés et mis en circulation en vue de leur exportation jusqu'à la fin du délai de grâce fixé par le règlement d'exécution. "

Constats :

(Les constats suivants sont indiqués à titre d'information.)

La substance active Prochloraz n'est plus autorisée au niveau européen au titre de substance active phytopharmaceutique (période d'approbation arrivée à échéance le 31 décembre 2021). La société NUFARM justifie, le 24 juin 2025, que la formulation (dans l'établissement de Gaillon) de produits phytopharmaceutiques (fongicides) à partir de la substance active Prochloraz a cessé le 23 septembre 2021 (dernier achat de la substance active par l'entité NUFARM le 16 août 2021). La société NUFARM précise que la formulation de produits fongicides à partir de la substance active Prochloraz a depuis été confiée à un sous traitant étranger en Europe de l'Est sans qu'elle ne perde la propriété juridique de ces produits finis contenant la substance Prochloraz. La société NUFARM est en mesure, le jour de l'inspection, de présenter le contrat de sous-traitance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Désignation d'exportateur de substances chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/07/2012, article 3.18)

Thème(s) : Produits chimiques, Lien juridique

Prescription contrôlée :

«exportateur», toute personne physique ou morale répondant à l'une des définitions suivantes :

- a) la personne au nom de laquelle est effectuée une déclaration d'exportation, c'est-à-dire la personne qui, au moment où la déclaration est acceptée, est titulaire du contrat conclu avec le destinataire dans une partie ou un autre pays, et est habilitée à décider de l'expédition du produit chimique en dehors du territoire douanier de l'Union ;
- b) en l'absence d'un contrat d'exportation ou lorsque le titulaire du contrat n'agit pas pour son propre compte, la personne habilitée à décider de l'expédition du produit chimique en dehors du territoire douanier de l'Union ;
- c) lorsque le bénéfice du droit de disposer du produit chimique revient à une personne établie en dehors de l'Union aux termes du contrat sur lequel l'exportation est fondée, la partie contractante établie dans l'Union ;

Constats :

Les déclarations d'exportation au titre du règlement européen 649/2012 (dit PIC) des produits fongicides formulés en Europe contenant la substance active Prochloraz sont réalisées par la société NUFARM immatriculée en France en sa qualité de propriétaire des produits finis et entité juridique habilitée à décider de l'expédition du produit chimique en dehors du territoire douanier de l'Union.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mention du numéro RIN sur les documents douaniers

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/07/2012, article 19.1

Thème(s) : Produits chimiques, A l'occasion des exportations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exportateurs des produits chimiques soumis aux obligations énoncées à l'article 8, paragraphes 2 et 4, indiquent les numéros de référence d'identification correspondants dans leur déclaration d'exportation (case 44 du document administratif unique ou les données correspondantes dans une déclaration d'exportation électronique) telle que visée à l'article 161, paragraphe 5, du règlement (CEE) no 2913/92.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document d'exportation douanier présenté par la société NUFARM concernant l'export en 2024 vers un pays d'Afrique de plusieurs milliers de litres d'un produit fini fongicide contenant la substance Prochloraz ne mentionne pas de numéro de référence d'identification (numéro RIN). Cette absence constitue une NON CONFORMITÉ. Pour autant, la société NUFARM est en mesure de justifier que la notification (dématérialisée) d'export a été réalisé auprès des autorités nationales et européennes et que le numéro RIN a été activé par ces autorités.</p> <p>Les documents d'exportation douaniers vers la Grand Bretagne concernant l'export en 2024 de 2 produits fongicides contenant la substance active Prochloraz ne mentionnaient pas davantage de numéro RIN. Ces absences constituent également des NON CONFORMITÉS. Pour autant, la société NUFARM est en mesure de justifier que la notification (dématérialisée) d'export a été réalisée auprès des autorités nationales et européennes et que les numéros RIN ont été activés par ces autorités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Bien que le constat aboutisse à la mise en évidence de non conformités réglementaires, l'inspection des installations classées ne propose pas de mise en demeure de se conformer à la prescription, les formalités d'exportation concernées étant dorénavant closes et non modifiables. En revanche, l'inspection des installations classées demande à la société NUFARM de se conformer (sans délai) à cette obligation de faire figurer les numéros RIN sur les documents douaniers des futures exportations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration des exportations réalisées de produits finis

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/07/2012, article 10.1
Thème(s) : Produits chimiques, Contenant du Prochloraz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. S'il est concerné par une ou plusieurs des catégories suivantes, tout exportateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de substances énumérées à l'annexe I ; b) de mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) no 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances ; ou c) d'articles renfermant des substances énumérées à l'annexe I, partie 2 ou 3, sous une forme n'ayant pas réagi, ou les mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant

<p>des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) no 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances,</p> <p>Informe chaque année, au cours du premier trimestre, l'autorité nationale désignée de l'État membre de l'exportateur de la quantité de produit chimique, sous forme de substance et sous forme d'ingrédient de mélange ou d'article, qu'il a expédiée dans chaque partie ou autre pays au cours de l'année précédente. Ces informations sont accompagnées d'une liste reprenant les noms et adresses des personnes physiques ou morales important le produit chimique dans une partie ou un autre pays auxquelles les produits chimiques ont été expédiés durant la même période. Ces informations répertorient séparément les exportations effectuées conformément à l'article 14, paragraphe 7.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées s'est vue remettre les factures des produits fongicides vendus en 2024 (par la société NUFARM) dans les pays extra européens et contenant la substance Prochloraz. Elle a pu comparer ces chiffres avec ceux déclarés au titre de la déclaration réglementaire des exportations réalisées en 2024 par la société NUFARM. Les chiffres portant sur les tonnages exportés sont concordants entre eux et avec ceux des déclarations douanières également consultées à cette occasion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Accord explicite préalable en amont de l'exportation physique

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 04/07/2012, article 14.6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, De substances interdites ou strictement réglementées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les substances énumérées à l'annexe I, partie 2 ou 3, ou les mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) no 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances, ne sont pas exportées, quelle que soit l'utilisation prévue du produit chimique dans la partie importatrice ou l'autre pays importateur, sauf si l'une des conditions suivantes est satisfaite :</p> <p>a) l'exportateur a demandé et obtenu un consentement explicite en vue de l'importation, par l'intermédiaire de l'autorité nationale désignée de l'État membre de l'exportateur en concertation avec la Commission, assistée par l'Agence, et l'autorité nationale désignée de la partie importatrice ou une autorité compétente d'un autre pays importateur ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La substance Prochloraz est inscrite en partie 1 et en partie 2 de l'annexe I du règlement européen n° 649/2012. Elle est donc soumise au consentement explicite préalable du pays d'importation (en plus de la notification d'exportation préalable réalisée par la société NUFARM).</p> <p>Concernant l'exportation en 2024 d'un produit fini fongicide contenant la substance Prochloraz vers un pays d'Afrique, la société NUFARM est en mesure de justifier qu'elle a demandé le consentement explicite préalable aux autorités de ce pays. Pour autant, la société NUFARM n'a pas été en mesure de justifier qu'elle avait reçu une réponse positive de la part de l'autorité nationale du pays d'importation (l'activation du numéro RIN ("<i>reference identification number</i>") par l'autorité nationale du pays d'exportation ne valant pas accord explicite préalable de l'autorité du pays d'importation).</p>

L'exportation a cependant été réalisée ('comme l'attestent la facture et le document douanier ainsi que la déclaration d'exportation réalisée en 2025 par la société NUFARM en application de l'article 10 du règlement européen n° 649/2012) ce qui constitue une **NON CONFORMITÉ**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que le constat aboutisse à la mise en évidence d'une non conformité réglementaire, l'inspection des installations classées ne propose pas de mise en demeure de se conformer à la prescription, les formalités d'exportation concernées étant dorénavant closes et non modifiables. En revanche, l'inspection des installations classées demande à la société NUFARM de réviser dans les meilleurs délais le processus d'export vis-à-vis des substances actives phytopharmaceutiques visées en partie 2 ou 3 de l'annexe I du règlement européen n° 649/2012 de façon à ce que les exports physiques ne puissent se faire sans l'accord préalable explicite du pays d'importation (article 14.6.a) du règlement européen n° 649/2012).

Type de suites proposées : Sans suite